

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 08/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/03/2022

Contexte et constats

Publié sur



FONDERIE VENISSIEUX SAS

10 Avenue Pierre Cot
69200 VENISSIEUX

Références : UD-R-CTESSP-22-64-RP

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/03/2022 dans l'établissement FONDERIE VENISSIEUX SAS implanté 10 Avenue Pierre Cot, 69 200 VENISSIEUX. L'inspection a été annoncée le 10/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FONDERIE VENISSIEUX SAS
- 10 Avenue Pierre Cot 69200 VENISSIEUX
- Code AIOT dans GUN : 0010600720
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD : OUI

La FONDERIE VENISSIEUX est spécialisée dans la fabrication par fonderie de fontes de ponts et d'essieux pour les poids lourds, les tracteurs agricoles et les tramways.

L'établissement est réglementé par l'arrêté préfectoral cadre du 12 novembre 2008 modifié en dernier lieu le 23 février 2018.

Les bâtiments de la FONDERIE VENISSIEUX sont intégrés au sein du site RENAULT TRUCKS qui en est le propriétaire et qui assure la sûreté et la sécurité du site ainsi que la gestion des moyens d'incendie, des réseaux d'eaux usées, la distribution d'eau potable.

Le thème de visite retenu est : Incendie (dans le cadre d'une action régionale)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

La fiche de constat suivante est susceptible de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Maintenance et test	Arrêté Préfectoral du 12/11/2008, article 2 – point 6.2.6	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
État des matières stockées – Cas général	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 12/11/2008, article 2 – point 6.3	/	Sans objet
Prévention du risque pollution par eaux extinction	Arrêté Préfectoral du 12/11/2008, article 2 – point 4.8.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection a permis de relever une non-conformité vis-à-vis des prescriptions examinées.

L'exploitant devra fournir, selon le délai mentionné dans les fiches constats du présent rapport, les éléments permettant de justifier de la mise en œuvre des actions correctives nécessaires pour la lever.

Au regard des engagements de l'exploitant, l'inspection ne propose pas à Monsieur le préfet de suite administrative pour la non-conformité relevée.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : État des matières stockées – Cas général

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant présente un outil informatique de gestion des stocks de matières premières qui lui permet de disposer d'un état des matières stockées, actualisé quotidiennement. L'exploitant précise que les pièces produites sur le site sont en métal, donc incombustibles. A titre d'illustration, l'exploitant indique à l'aide de cet outil informatique, la quantité de diméthyléthylamine (DMEA) présente sur site. L'inspection constate la cohérence entre la donnée indiquée et la quantité vue sur le site. Lors de la visite, l'exploitant a produit la FDS du diméthyléthylamine. L'exploitant précise qu'une cuve de gazoil est présente sur le site et que la quantité de gazoil est mise à jour chaque semaine dans l'outil informatique de gestion des stocks de matières premières.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/11/2008, article 2 – point 6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : Les moyens de secours contre l'incendie se composent : <ul style="list-style-type: none">- d'appareil d'incendie (bouchent, poteaux) publics ou privés comprenant a minima sur le site 3 poteaux de DN 100 (pouvant débiter entre 115 et 200m³/h sous 3 bar ; dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assurera de sa disponibilité opérationnelle permanente ;- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant les risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ; (...)- d'un moyen permettant d'alerter les secours ;

- de plans de locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours ;
- d'un système d'alarme incendie ;
- de système d'extinction automatique : sprinklage au niveau des fours de traitement thermique du parachèvement – extinction au CO2 dans les salles de commande L17 et fusion, la salle électrique des fours et au groupe hydraulique de moulage ;
- de robinets d'incendie armés ;

Constats :

Lors de la visite l'exploitant indique qu'une équipe de pompiers, constituée au minimum de 3 pompiers est présente en permanence sur le site. Le pompier du site rencontré au poste sécurité / incendie indique qu'un véhicule d'intervention est présent en permanence sur le site et prêt à être utilisé. Il précise que le site dispose d'une ligne téléphonique « rouge » avec les pompiers ce qui permet dès que le téléphone est décroché l'identification automatique de l'appel et l'envoi immédiat d'une équipe d'intervention de pompiers sur le site. Il précise que le site est un ÉTABLISSEMENT RÉPERTORIÉ par les pompiers et qu'à ce titre des exercices, notamment incendie, sont régulièrement réalisés.

Lors de la visite, l'exploitant présente un plan de localisation de 3 poteaux incendie situés sur le site, et les résultats de mesures de débit / pression pour ces poteaux incendie, réalisées le 1^{er} mars 2022 par la société Desautel. Les valeurs sont conformes aux exigences de l'arrêté préfectoral (respectivement 133m³ – 134m³ et 150m³).

L'exploitant précise que le château d'eau présent à l'angle de la route de Lyon et de l'avenue Pierre Cot sert à alimenter les poteaux incendie du site, ce qui assure même en cas de débit simultané des poteaux incendie des débits proches de ceux mesurés individuellement.

L'exploitant précise qu'un quatrième poteau incendie, situé sur la voie publique, alimenté par le réseau d'eau incendie de la collectivité pourrait également être utilisé.

Lors de la visite, l'exploitant présente les rapports établis par la société Desautel en avril 2021 pour la vérification des extincteurs et RIA, pour les différentes parties des bâtiments, suivant le référentiel APSAD I4 - NF 285. Ces rapports mentionnent les opérations correctives réalisées par la société Desautel en avril 2021 sur les extincteurs et RIA. Il n'est pas mentionné d'observations sur les matériels vérifiés dans ces rapports.

L'exploitant a présenté des plans des locaux et un plan général du site affiché au poste de sécurité / incendie du site.

L'exploitant indique que les parties des bâtiments qui présentent un risque (explosion, incendie) sont équipés de détecteurs et que toutes les alertes sont reportées au poste de sécurité / incendie du site. L'exploitant précise qu'en fonction du risque certains détecteurs sont couplés à un système d'extinction automatique. L'exploitant indique que les locaux où il n'a pas été identifié de risque, ne sont pas équipés de détecteurs. L'inspection a constaté dans plusieurs locaux ne disposant pas de détecteur incendie que les matières stockées ne sont pas combustibles / inflammables.

Lors de la visite, l'exploitant présente 8 rapports établis en janvier 2022 par la société Johnson Controls pour la vérification des détecteurs couplés au système d'extinction automatique. Un rapport est produit par zone protégée. L'inspection consulte 3 de ces rapports :

- celui de la *salle de contrôle* de la fusion. L'exploitant indique qu'il n'est plus d'actualité, car il a depuis procédé au remplacement des détecteurs / système

d'extinction automatique incendie et présente à ce titre un PV de mise en service du nouvel équipement daté de janvier 2022 ;

- celui des *locaux des produits chimiques* mentionne des observations d'ordre administratif ;
- celui des *installations électriques 1 et 2 fusion* mentionne un dysfonctionnement SDI et CMSI ; des batteries qui faiblissent ; que l'installation totale n'est pas en service et fonctionnelle à l'arrivée et au départ du technicien qui a réalisé sa vérification. Enfin, il n'est pas mentionné à quel référentiel répond l'installation.

L'exploitant indique que la société Johnson Controls a réalisé ses vérifications après que le système d'extinction automatique incendie du local des *installations électriques 1 et 2 fusion* se soit déclenché de manière malencontreuse, ce qui a vidé les réserves de gaz du système d'extinction automatique et l'a rendu inopérant le temps de remplacer les bouteilles de gaz. L'exploitant présente une facture émise par la société Alisé du 14/03/2022 pour la fourniture de 20 bouteilles de gaz notamment.

L'exploitant indique avoir commandé des batteries en début d'année pour remplacer celles identifiées comme vieillissantes. Après la visite, l'exploitant a transmis une commande du 15/02/2022 à la société Tyco Fis France pour 2 batteries.

L'exploitant indique que la connaissance du référentiel de l'installation en question n'a pas été conservée, mais qu'elle sera prochainement remplacée en 2022, normalement durant l'été. L'exploitant indique être en cours de remplacement de l'ensemble des systèmes de détection / extinction automatique incendie du site pour plus de fiabilité, et qu'à ce jour 30% environ de ces matériels ont déjà été remplacés.

L'exploitant indique avoir signalé dans un porter à connaissance que son process a évolué et qu'il ne dispose plus des fours de traitement thermique du parachèvement, si bien que le système d'extinction automatique de cet équipement n'existe plus.

Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Maintenance et test

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/11/2008, article 2 – point 6.2.6

Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing

Prescription contrôlée :

(...) les dispositifs de sécurité et les moyens d'intervention, font l'objet des vérifications périodiques réglementaires ou de toute vérification complémentaire appropriée.

Ces vérifications sont effectuées par une personne compétente, nommée désignée par l'exploitant ou par un organisme extérieur

Constats :

Ce constat est en lien avec le constat intitulé « Moyens de lutte contre l'incendie »

L'exploitant a présenté les rapports de vérifications des moyens de secours contre l'incendie imposé par son arrêté préfectoral d'autorisation.

L'exploitant a présenté des documents montrant qu'il engage des actions correctives pour lever les observations formulées dans les rapports de vérifications (commande batterie, remplacement bouteilles de gaz). Concernant l'observation sur le

dysfonctionnement SDI et CMSI du système d'extinction automatique du local *installations électriques 1 et 2 fusion*, l'exploitant indique que ce système d'extinction automatique sera prochainement remplacé, a priori à l'été.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suite :

Demande : L'inspection demande à l'exploitant, sous 6 mois, de lui transmettre le PV de mise en service du nouvel équipement dans le local *installations électriques 1 et 2 fusion*

Nom du point de contrôle : Prévention du risque pollution par eaux extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/11/2008, article 2 – point 4.8.4

Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing

Prescription contrôlée :

Le site permet le confinement de l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction par l'activation de son système d'obturateurs gonflables. Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et si besoin traitement approprié. Une procédure de gestion en cas de sinistre et de maintenance du système d'obturateurs gonflables sera établie. Elle définira les conditions d'intervention, notamment en dehors des heures de fonctionnement de l'établissement. La durée d'intervention devra être étudiée et justifiée pour garantir la fermeture dans un délai compatible avec le rejet d'eau susceptible d'être polluée.

Constats :

Lors de la présente visite, l'exploitant indique que les canalisations des égouts du site de la Fonderie Vénissieux et de Renault (pour mémoire ces deux établissements disposent d'équipements en commun) servent au confinement des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie ; que ce réseau est équipé de 25 obturateurs environ permettant d'en isoler différentes parties ; que ce réseau alimente un bassin dont l'exutoire est le réseau communautaire. L'exploitant ajoute qu'une partie des eaux d'incendie pourraient être recueillies dans les fosses présentes au niveau des zones à risque d'incendie.

L'exploitant présente un plan des égouts du site de la Fonderie Vénissieux et de Renault. Il indique que la fonderie Vénissieux dispose de 3 sections de canalisation d'une capacité respective de 220m³, 80 m³ et 120 m³ environ , soit un total de 420 m³ environ.

Après la visite, l'exploitant a transmis un plan du réseau des égouts pour la partie du site occupé par la fonderie Vénissieux, qui précise le diamètre des canalisations, ainsi qu'une note de calcul concernant les besoins en eau/mousse incendie et les volumes de rétention associés pour chaque secteur à risque du site. L'exploitant a calculé, à partir de ce plan, un volume total de rétention de 488 m³. Dans sa note de calcul, l'exploitant précise qu'en cas de débordement des égouts des galeries techniques (3900m³) et une fosse pourraient être inondées (102m³), mais sans justifier des pentes permettant l'écoulement naturel des eaux vers celles-ci. D'après sa note de calcul les volumes de rétention, constitués par les égouts (488 m³), sont suffisants pour recueillir les eaux/mousses d'extinction (484 m³). L'exploitant précise qu'en plus des égouts sous son site, ceux de Renault pourraient aussi être mobilisés, en cas de besoin, pour servir de rétention.

L'exploitant présente un document produit par la société TeleStop relatif à son intervention du 19-21/10/2021 qui identifie des opérations à mettre en œuvre sur certains des obturateurs du réseau d'égout. Ce document ne mentionne pas d'observation relative au fonctionnement des 4 obturateurs situées sur le périmètre de la Fonderie Vénissieux.

L'exploitant indique que la fermeture d'un obturateur est réalisée en actionnant une commande automatique située au niveau de celle-ci et que cette action n'est pas réalisable à distance.

L'exploitant indique que ce sont les pompiers du site, présents en permanence, qui sont chargés de fermer les obturateurs en cas de nécessité, ce qu'a confirmé le pompier du site rencontré lors de la présente visite.

Type de suites proposées : Sans suite